



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Votations du 3 mars 2013

### Analyse des résultats

#### Votation fédérale

##### IN Minder

C'est sans surprise que la FER Genève prend connaissance de l'acceptation de l'initiative Minder. Elle considère ce vote comme une réaction de ras-le-bol face à certains comportements jugés excessifs par les citoyens suisses. Le récent épisode de la clause de non-concurrence de l'ancien PDG de Novartis Daniel Vasella a certainement contribué à consolider l'opinion publique en faveur de ce texte. Même si elle comprend et partage la volonté d'une plus grande transparence dans le système de rémunération des hauts managers, notre Fédération estime que le contre-projet constituait un outil plus efficace et surtout plus direct pour atteindre cet objectif. Elle déplore également la rigidité du carcan imposé par l'initiative, qui pourrait pénaliser l'ensemble de l'économie.

Cette initiative acceptée, il reste à la concrétiser dans la loi. Notre Fédération appelle de ses vœux une mise en œuvre pragmatique, qui permette d'atteindre l'objectif de transparence, sans imposer des obligations qui pénalisent les entreprises suisses par rapport à leurs concurrentes étrangères.

##### Révision de la LAT

Dans ce dossier également, notre Fédération déplore que l'émotion l'ait emporté sur le réalisme. En effet, au motif d'éviter des dérives – que le droit en vigueur permet déjà d'éviter –, la révision de la LAT porte un coup sérieux au fédéralisme. Les cantons, à qui l'aménagement du territoire incombe aujourd'hui, seront en partie dépouillés de leurs prérogatives au profit de la Berne fédérale. Ce message est négatif sur plusieurs plans. D'une part, il fait fi d'une disposition constitutionnelle très claire, qui confie cette compétence aux cantons et aux communes. D'autre part, il indique que le fédéralisme est en perte de vitesse, au profit d'une centralisation des tâches de l'Etat, principalement vers les offices fédéraux. Notre Fédération déplore cette tendance. Elle rappelle que le fédéralisme participe largement à la richesse et à la diversité de notre pays. Elle souligne également que ce principe permet de régler les problèmes de manière efficiente, à l'échelon le plus adapté. Le vote de ce week-end constitue à cet égard un mauvais signal.



## Votation cantonale

### Loi instituant la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (LCPEG) – 10847, du 14 septembre 2012

C'est la voix de la sagesse qui s'est exprimée ce week-end. Sans enthousiasme sans doute, mais avec un sens des responsabilités solidement ancré, les Genevois ont accepté la fusion des caisses de pension publiques. Par leur vote, ils permettent à ces institutions de respecter le nouveau cadre légal fédéral et garantissent leur viabilité à long terme. Ils assurent également un fonctionnement serein de l'administration et de l'Etat. Un refus aurait en effet entraîné une situation de chaos qui eût été préjudiciable au canton, à ses citoyens et à son économie.

Ce vote peut également être compris comme l'expression d'une volonté des citoyens d'avoir un Etat aux finances assainies. Ce message devra être entendu lors de l'élaboration des budgets à venir.

### La Fédération des Entreprises Romandes Genève en bref

La FER Genève est une organisation patronale et économique faitière, créée en 1928. Elle défend les intérêts de 80 associations professionnelles et de 26'000 entreprises membres, dont 9'000 indépendants, tant sur le plan politique qu'économique. Ses adhérents sont représentatifs de tous les secteurs économiques (entreprises multinationales, finance, artisanat, industrie, services, etc.) et consistent pour deux tiers d'entre eux en des PME de cinq personnes au maximum. La FER Genève est active dans les secteurs des associations professionnelles et économiques, des caisses de compensation, de prévoyance et d'allocations familiales. Elle offre des services notamment dans les domaines du droit du travail, de la formation professionnelle, de la santé et de la sécurité au travail, ainsi que dans la gestion des salaires.

#### Contacts:

**Nicolas Brunschwig**, président – 079 626 81 20 – nicolas.brunschwig@fer-dg.ch

**Olivier Sandoz**, directeur général adjoint – 079 643 21 25 – olivier.sandoz@fer-dg.ch

**Stéphanie Ruegsegger**, directrice du département de politique générale – 079 203 20 34 – stephanie.ruegsegger@fer-ge.ch

**Yannic Forney**, chargé de projets département de politique générale – 079 176 85 92 – yannic.forney@fer-ge.ch